

Dr. Eduardo Haro Mancheno
Dra. Verónica Aillon Aillon
Dr. Dotri Albornoz Donoso
Ab. Clemente Haro Mancheno

H A R O & A I L L O N

ESTUDIO JURÍDICO

ESCRITURA NÚMERO: 2013-17-01-02-P

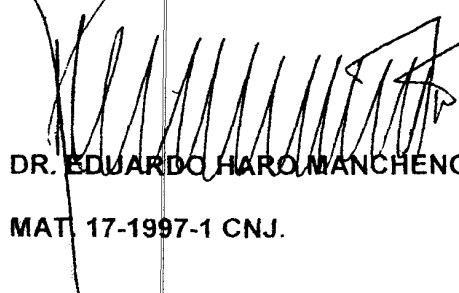


SEÑORA NOTARIA:

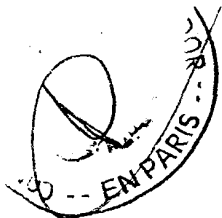
En el registro público a su cargo, sírvase incorporar uno que contenga la protocolización de los siguientes documentos para la domiciliación de la compañía CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE- en el Ecuador:

1. Estatuto original y traducción del mismo debidamente apostillado;
2. Certificado de existencia, constitución legal y funcionamiento de la compañía No. 6/2013, extendido por la señora Mirian Esparza Jácome Cónsul General encargada del Consulado del Ecuador en París, en el que consta la existencia legal, los datos relacionados a su domicilio legal, objeto social, nombre del representante legal, facultad para operar en el exterior, voluntad de los accionistas sobre la creación de una sucursal en el Ecuador con domicilio y asiento en la ciudad de Cuenca, delegación al Poder General.
3. Poder General con amplias facultades de representación e inclusive para contestar demandas y cumplir con las obligaciones contraídas, otorgado por la compañía a favor del señor JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILÉS, otorgado ante la señora Mirian Esparza Jácome Cónsul General encargada del Consulado del Ecuador en París.
4. Aclaratoria de Poder General en el que se hace constar el nombre correcto de la compañía;
5. Certificado de apertura de la Cuenta Integración de Capital, por el valor de USD. 12.500 a nombre de CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE-, otorgado por el Banco del Pichincha;
6. Reserva de denominación, emitido por la Superintendencia de Compañías; y,
7. Copia de cédula y papeleta de votación del Apoderado General señor JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES.

Una vez realizada la protocolización de los documentos señalados, solicito se sirva otorgarme tres copias certificadas.


DR. EDUARDO HARO MANCHENO

MAT. 17-1997-1 CNJ.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE - (C.I.M.)

Société Anonyme au capital de 1.632.816 Euros

Siège social : 55 rue du Bois Chaland – CE 2928 LISSES, 91029 EVRY Cedex
380 330 571 R.C.S. EVRY

STATUTS

Date de mise à jour : 9 juin 2004



Documento original en
lengua Francesa, NE VARIAR
n.º ES-2013/160.

En París, a 12/09/2013



ARTICLE 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société Anonyme française régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE - (C.I.M.)

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

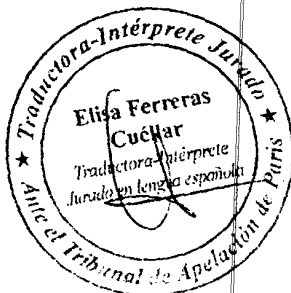
La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Toutes prestations de services et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à la construction, à la transformation, à l'entretien, à la vente, à la location et au financement de tout matériel ou produit ;

Et généralement, la création, la participation, l'acquisition, l'exploitation de toutes filiales, succursales et agences ou établissements ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LISSES (91090) - 55 rue du Bois Chaland.



ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Apports en nature :

Suivant assemblée extraordinaire du 4 novembre 1992 il a été apporté par la COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE - C.I.M., son fonds de commerce de toutes prestations de services et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à la construction, à la transformation, à l'entretien, à la vente, à la location et au financement de tout matériel et produit, évalué à la somme de 15.446.700 F et rémunéré par l'attribution de 97.500 actions de 100 F chacune et par création d'une prime d'apport de 5.696.700 F.

Lors de la fusion intervenue le 30 juin 1995, par voie d'absorption de la Société LES APPAREILS FERROVIAIRES, Société Anonyme au capital de 4.493.000 Francs dont le siège social est 87, Avenue de l'Aérodrome, 94310 ORLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL sous le n° B 542 062 294, il a été fait apport du patrimoine de cette Société pour une valeur nette de 13.797.767 F donnant lieu à une augmentation de capital de 3.145.100 Francs, puis à une réduction de 2.940.000 F. et à une prime de fusion de 8.594.667 Francs.

Les 31.451 actions émises du fait de cette fusion l'ont été au profit des actionnaires la société LES APPAREILS FERROVIAIRES.

- Lors de la fusion intervenue le 30 novembre 1998 par voie d'absorption de la Société QUELOR, société anonyme au capital de 300.000 F, dont le siège social est à PARIS (75014), 41 avenue Reille, immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le numéro 672 008 653, il a été fait apport du patrimoine de cette Société, la valeur nette des apports faits à titre de fusion s'élevant à 2.087.382 Francs n'ayant pas été rémunérée, la Société étant Actionnaire unique de la Société absorbée, dans les conditions prévues par l'Article 378-1 de la Loi du 24 juillet 1966.

Suivant décision du conseil d'administration en date du 3 avril 2001, il a été décidé, en vue de convertir le capital social en euros, d'augmenter le capital social d'une somme de 505.470,84 F, pour le porter à 10.710.570,84 F. Après conversion, le capital social s'élève donc à 1.632.816 euros, divisé en 102.051 actions de 16 euros de valeur nominale.

Capital :

Le capital social est fixé à la somme de 1.632.816 euros. Il est divisé en 102.051 actions de 16 euros de valeur nominale.



dt



ARTICLE 7 - FORME DES ACTIONS

Les titres d'actions sont obligatoirement nominatifs.

Les actions sont représentées par une inscription en compte au nom de leur propriétaire à qui il pourra être délivré une attestation d'inscription.

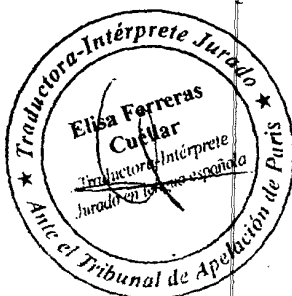
ARTICLE 8 - Cession d'actions

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

La demande d'agrément est notifiée à la Société par le cédant dans les conditions législatives et réglementaires. De même, le Conseil d'Administration statue sur cette demande d'agrément dans les conditions législatives et réglementaires.

ARTICLE 9 - DROITS ATTACHES A CHAQUE ACTION

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital social qu'elle représente.



Handwritten signature or mark.

Afin que toutes les actions reçoivent sans distinction la même somme nette, la Société prend à sa charge, à moins d'une prohibition légale, le montant de tout impôt proportionnel qui pourrait être dû par certaines actions seulement, notamment à l'occasion de la dissolution de la Société ou d'une réduction de capital ; toutefois, il n'y aura pas lieu à cette prise en charge lorsque l'impôt s'appliquera dans les mêmes conditions à toutes les actions d'une même catégorie, s'il existe plusieurs catégories d'actions auxquelles sont attachés des droits différents.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions émises à titre d'augmentation de capital et à libérer en espèces est exigible dans les conditions arrêtées par le Conseil d'Administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social ou par lettre recommandée individuelle.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraînera, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt égal au taux légal en matière commerciale, majoré de trois points, jour pour jour, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcées prévues par la loi.

ARTICLE 11 - ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration.

Pendant la durée de son mandat, chaque Administrateur doit être propriétaire d'UNE action au moins.

Les Administrateurs sont nommés pour une durée de trois années.



[Handwritten signature]



ARTICLE 12 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les Procès-Verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

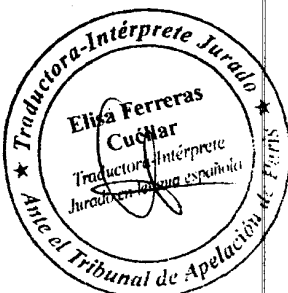
ARTICLE 13 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux qui lui sont conférés par la loi.

ARTICLE 14 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs peuvent recevoir en rémunération de leurs activités une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale.

Il peut être également alloué aux Administrateurs par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles dans les cas et dans les conditions prévus par la loi.



Handwritten mark or signature.

ARTICLE 15 – PRESIDENT ET DIRECTEUR GENERAUX

1/ Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, personnes physiques un Président et fixe la durée de ses fonctions. Le Président organise et dirige les travaux du conseil d'administration. Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la société.

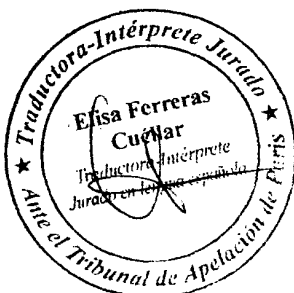
2/ La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général. Le Conseil d'Administration choisit librement entre ces deux modalités d'exercice, aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. Si le Président assume la direction générale de la société, les dispositions des présents statuts relatives au Directeur Général lui sont applicables.

3/ Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément au conseil d'administration et aux assemblées d'actionnaires. Toutefois, à titre d'ordre interne, ses pouvoirs peuvent être limités par une décision du conseil d'administration.

4/ Sur proposition du Directeur Général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Il ne peut être nommé plus de cinq Directeurs Généraux Délégués. En accord avec le Directeur Général, le conseil d'administration détermine la durée et l'étendue des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

5/ A l'égard des tiers, et sous réserve des limites fixées par la loi, le Directeur Général et, éventuellement les Directeurs Généraux Délégués, ont les pouvoirs les plus étendus.

6/ Le Président du conseil d'administration, le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués sont réputés démissionnaires à l'issue de la réunion du conseil d'administration tenue après qu'ils aient atteint l'âge de 80 ans.



Handwritten signature or mark.



ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et Suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Les honoraires, du ou des Commissaires aux Comptes titulaires sont fixés conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 17 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées par lettre simple ou recommandée et elles délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de son identité et de sa qualité d'actionnaire.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par l'un des Vice-Présidents. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les Procès-Verbaux d'Assemblée sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

ARTICLE 18 - ANNEE SOCIALE

Chaque exercice social, d'une durée d'une année, commence le 1er Janvier et expire le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice social prendra fin le 31 Décembre 1991.



12

ARTICLE 19 - REPARTITION DES BENEFICES - RESERVES

Le bénéfice net est défini par la loi.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation du bénéfice distribuable, l'Assemblée détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

L'Assemblée peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

A la dissolution de la Société, un ou plusieurs Liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, aux conditions de quorum et de majorité prévues par les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.



L

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS



Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les Actionnaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations et significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel ; à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

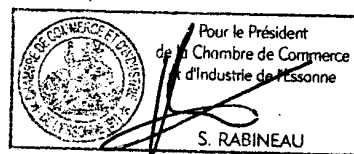
--:--

Copie certifiée conforme
à l'original

"Destination finale : EQUATEUR"
Liss, le 6 septembre 2013

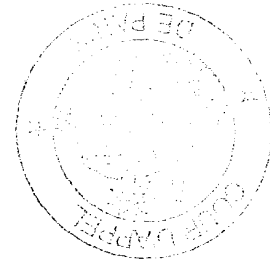
N° R1432
09 SEP. 2013
Vu exclusivement pour certification matérielle de la signature de MR LOUAMBAC

Alain LOUAMBAC
Président Directeur Général



Compagnie Internationale de Maintenance
Société Anonyme au Capital de 1.632.816 €
R.C.S. Evry 380 330 571 - Code APE 4669 B
55, Rue du Bois Chaland - CE 2928 LISSES
91029 EVRY Cedex
Tél. (0)1 69 11 93 33 - Fax (0)1 69 11 93 30





APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par..... S. RABINEAU.....

3. agissant en qualité de... ATTACHE.....

4. est revêtu du sceau/timbre de... CHAMBRE de
COMMERCE de L'ESSONNE.....

Attesté

5. à Paris

6. le..... 11 SEP. 2013.....

7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

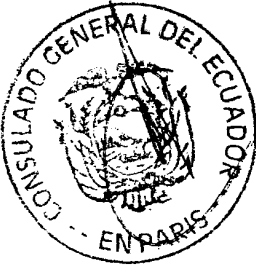
..... Michel LERNDUT.....

8. sous n° 60379..... Avocat Général.....

9. Sceau : 10. Signature :

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"





COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE - (C.I.M.)

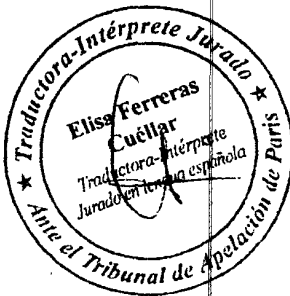
Sociedad Anónima con un capital de 1.632.816 €

Domicilio social: 55 rue du Bois Chaland - CE 2928 LISSES, 91029 EVRY Cedex

Inscrita en el Registro Mercantil de EVRY con el número 380 330 571

ESTATUTOS

Fecha de actualización: 9 de junio de 2004



Traducción al español
de su documento original
en francés, NE VARIETOR n° ES-2013/160
En París, a 12/09/2013

[Handwritten signature]

[Rúbrica]

ARTÍCULO 1 – FORMA

Existe entre los propietarios de las acciones creadas a continuación, y todas aquellas que se creen posteriormente, una Sociedad Anónima francesa regida por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes y futuras y por los presentes estatutos.

ARTÍCULO 2 – DENOMINACIÓN SOCIAL

La denominación social es:

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE – (C.I.M.)



ARTÍCULO 3 – OBJETO SOCIAL

La Sociedad tiene por objeto, tanto en Francia como en el extranjero:

Todo tipo de prestaciones de servicios y de actividades ligadas directa o indirectamente a la construcción, la transformación, el mantenimiento, la venta, el alquiler y la financiación de materiales o productos.

Y, más generalmente, la creación, participación, adquisición y explotación de filiales, sucursales y agencias o establecimientos, así como todas las operaciones comerciales, industriales, financieras, mobiliarias o inmobiliarias vinculadas directa o indirectamente al objeto arriba mencionado.

ARTÍCULO 4 – DOMICILIO SOCIAL

El domicilio social está fijado en LISSES (91090) – 55 rue du Bois Chaland

[Rúbrica]

————— página siguiente —————

ARTÍCULO 5 – DURACIÓN DE LA SOCIEDAD

La duración de la Sociedad se fija en noventa y nueve años, salvo en caso de disolución anticipada o prórroga decidida mediante Asamblea General Extraordinaria de Accionistas.

ARTÍCULO 6 – CAPITAL SOCIAL

Aportaciones en especie:

Según la Asamblea Extraordinaria del 4 de noviembre de 1992, la COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE – C.I.M. aportó su fondo de comercio de todo tipo prestaciones de servicios y actividades ligadas directa o indirectamente a la construcción, la transformación, el mantenimiento, la venta, el alquiler y la financiación de materiales o productos, evaluado en 15.446.700 de francos y remunerado mediante la asignación de 97.500 acciones de 100 francos cada una y mediante la creación de una prima de aportación de 5.696.700 de francos.

A raíz de la fusión llevada a cabo el 30 de junio de 1995 mediante la absorción de la sociedad LES APPAREILS FERROVIAIRES, sociedad anónima con un capital de 4.493.000 de francos, cuyo domicilio social se encuentra en el 87 avenue de l'Aérodrome, 94310 ORLY, e inscrita en el Registro Mercantil de CRETEIL con el número B 542 062 294, se aportó el patrimonio de esta sociedad por un valor neto de 13.797.767 de francos, dando como resultado un aumento de capital de 3.145.100 de francos.

francos, seguido de una reducción de 2.940.00 de francos y de una prima de fusión de 594.66 de francos.

Las 31.451 acciones emitidas a raíz de esta fusión se emitieron en beneficio de los accionistas de la sociedad LES APPAREILS FERROVIAIRES.

En el momento de la fusión llevada a cabo el 30 de noviembre de 1998 mediante la absorción de la sociedad QUELOR, sociedad anónima con un capital de 300.000 francos, cuyo domicilio social se encuentra en el 41 avenue Reille, 74014 PARÍS, e inscrita en el Registro Mercantil de PARÍS con el número 672 008 653, se aportó el patrimonio de esta sociedad, sin que el valor neto de las aportaciones realizadas a efectos de la fusión, que se eleva a 2.087.382 de francos, haya sido remunerada al ser la Sociedad único accionista de la sociedad absorbida, conforme a las condiciones previstas por el Artículo 378-1 de la Ley del 24 de julio de 1966.

Según la decisión del Consejo de Administración con fecha de 3 de abril de 2001, con el fin de convertir el capital social en euros, se decidió aumentar el capital social en 505.470.84 de francos para que alcanzara la cantidad de 10.710.570,84 de francos. Tras la conversión, el capital se eleva por tanto a 1.632.816 de euros, dividido en 102.051 acciones de 16 euros de valor nominal.

Capital:

El capital social se fija en 1.632.816 de euros. Se divide en 102.051 acciones de 16 euros de valor nominal.

[Rúbrica]

----- página siguiente -----

ARTÍCULO 7 – FORMA DE LAS ACCIONES

Los títulos de acciones son obligatoriamente nominativos.

Las acciones están representadas por una inscripción en cuenta a nombre del propietario, a quien se le podrá entregar un justificante de inscripción.

ARTÍCULO 8 – CESIÓN DE ACCIONES

Salvo en caso de sucesión, liquidación de comunidad de bienes entre esposos o cesión, ya sea a un cónyuge, a un ascendiente o a un descendiente, la cesión de acciones a terceros a cualquier efecto está sujeta al consentimiento del Consejo de Administración.

El cedente deberá notificar a la Sociedad la petición de consentimiento según las condiciones legislativas y reglamentarias. Asimismo, el Consejo de Administración resolverá sobre esta petición de consentimiento según las condiciones legislativas y reglamentarias.

ARTÍCULO 9 – DERECHOS VINCULADOS A CADA ACCIÓN

Además del derecho de voto que le es atribuido por ley, cada acción da derecho, sobre la propiedad del activo social y el reparto de beneficios, a una parte proporcional a la fracción del capital que representa.

[Rúbrica]

----- página siguiente -----



Para que todas las acciones reciban sin distinción la misma cantidad neta, la Sociedad asume, salvo prohibición legal, el importe de cualquier impuesto proporcional adeudado solamente por algunas acciones, en particular en caso de disolución de la Sociedad o reducción de capital. Sin embargo, la Sociedad no asumirá tal cargo en caso de que el impuesto se aplique en las mismas condiciones a todas las acciones de una misma categoría, si existieran varias categorías de acciones con derechos diferentes.

Cada vez que sea necesario poseer un cierto número de acciones para ejercer un derecho, corresponderá a los propietarios que no posean dicha cantidad agrupar las acciones por iniciativa propia.

ARTÍCULO 10 – LIBERACIÓN DE LAS ACCIONES

El importe de las acciones emitidas a efectos de aumento de capital, y que deba liberarse en especie, es exigible según las condiciones determinadas por el Consejo de Administración.

Se comunicará a los suscriptores y accionistas cualquier petición de fondos quince días antes de la fecha fijada para cada pago mediante un anuncio publicado en un periódico de anuncios legales del lugar donde se encuentra el domicilio social o por carta certificada individual.

Los retrasos en el pago de las cantidades adeudadas sobre el importe no liberado de las acciones supondrán, de pleno derecho y sin necesidad de proceder a ningún tipo de formalidad, el pago de un interés equivalente al tipo legal aplicable en materia comercial, incrementado en tres puntos diarios a partir de la fecha de exigibilidad, sin perjuicio de la acción personal que la Sociedad pudiera ejercer contra el accionista moroso y de las medidas de ejecución forzosa previstas por la ley.

ARTÍCULO 11 – ADMINISTRACIÓN

La Sociedad está administrada por un Consejo de Administración.

Durante su mandato, cada Administrador debe ser propietario de al menos UNA acción.

Los Administradores son nombrados por un periodo de tres años.

[Rúbrica]

----- página siguiente -----

ARTÍCULO 12 – DECISIONES DEL CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

Los Administradores serán convocados a las sesiones del Consejo de Administración por cualquier medio, incluso verbalmente.

Las decisiones se adoptarán según las condiciones de quórum y de mayoría previstas por la ley. En caso de empate de votos, el voto del Presidente será preponderante.

Se elaborarán las actas, y las copias o extractos de las decisiones se expedirán y certificarán conforme a la ley.

ARTÍCULO 13 – FACULTADES DEL CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

Las facultades del Consejo de Administración serán las que le otorga la ley.



ARTÍCULO 14 – REMUNERACIÓN DE LOS ADMINISTRADORES

Los Administradores pueden recibir a modo de remuneración por sus actividades una cantidad fija anual en concepto de dietas de asistencia, cuyo importe será determinado por la Asamblea General.

Asimismo, el Consejo de Administración podrá asignar a los Administradores remuneraciones excepcionales en los casos y según las condiciones previstas por la ley.



[Rúbrica]

----- página siguiente -----

ARTÍCULO 15 – PRESIDENTE Y DIRECTORES GENERALES

1/ El Consejo de Administración elegirá de entre sus miembros personas físicas a un Presidente y fijará la duración de sus funciones. El Presidente organizará y dirigirá los trabajos del Consejo de Administración. También velará por el correcto funcionamiento de los órganos de la sociedad.

2/ La dirección general de la sociedad será asumida, bajo su responsabilidad, por el presidente del Consejo de Administración, o por otra persona física nombrada por el Consejo de Administración y que llevará el título de Director General. El Consejo de Administración elegirá libremente entre estas dos modalidades de ejercicio, según las condiciones de quórum y de mayoría previstas por la ley. Si el Presidente asume la dirección general de la sociedad, se le aplicarán las disposiciones de los presentes estatutos relativas al Director General.

3/ El Director General tendrá plenas facultades para actuar en cualquier circunstancia en nombre de la sociedad dentro del límite del objeto social y sin perjuicio de las facultades que la ley confiere expresamente al Consejo de Administración y a las asambleas de accionistas. No obstante, a efectos de orden interno, sus facultades podrán ser limitadas por decisión del Consejo de Administración.

4/ A propuesta del Director General, el Consejo de Administración podrá nombrar a una o varias personas físicas encargadas de asistir al Director General, que llevarán el título de Director General Delegado. No se podrá nombrar a más de cinco Directores Generales Delegados. Previo acuerdo del Director General, el Consejo de Administración determinará la duración y la amplitud de las facultades conferidas a los Directores Generales Delegados.

5/ Frente a terceros, y sin perjuicio de los límites establecidos por la ley, el Director General y, en su caso, los Directores Generales Delegados tendrán plenas facultades.

6/ Se considerará que las funciones del presidente del Consejo de Administración, del Director General y de los Directores Generales Delegados cesan tras la reunión del Consejo de Administración celebrada después de que hayan cumplido los 80 años de edad.



[Rúbrica]

----- página siguiente -----

ARTÍCULO 16 – AUDITORES

Se nombrará a uno o varios Auditores titulares y suplentes, que ejercerán su misión de control conforme a la ley.

Los honorarios de los Auditores titulares se fijarán conforme a las disposiciones legales.



ARTÍCULO 17 – ASAMBLEAS DE ACCIONISTAS

Las Asambleas de accionistas se convocarán por correo ordinario o certificado y deliberarán según las condiciones previstas por la ley.

Las reuniones se celebrarán en el domicilio social o en cualquier otro lugar indicado en el aviso de convocatoria.

Cualquier accionista podrá participar, personalmente o a través de un mandatario, en las Asambleas, siempre que acredite su identidad y su calidad de accionista.

Las Asambleas estarán presididas por el presidente del Consejo de Administración o, en su ausencia, por uno de los Vicepresidentes. En su defecto, la Asamblea elegirá ella misma a su Presidente.

Se elaborarán las actas, y las copias o extractos de las decisiones se expedirán y certificarán conforme a la ley.

ARTÍCULO 18 – EJERCICIO SOCIAL

Cada ejercicio social, de una duración de un año, comenzará el 1 de enero y finalizará el 31 de diciembre.

Excepcionalmente, el primer ejercicio social finalizará el 31 de diciembre de 1991.

[Rúbrica]

----- página siguiente -----

ARTÍCULO 19 – DISTRIBUCIÓN DE LOS BENEFICIOS – RESERVAS

El beneficio neto está definido por la ley.

El beneficio distribuible está formado por el beneficio neto del ejercicio, al que se descuentan las pérdidas anteriores y las cantidades destinadas a la reserva, en aplicación de la ley o de los estatutos, y se le suma el remanente de ejercicios anteriores.

Tras aprobar las cuentas y comprobar el beneficio distribuible, la Asamblea determinará la parte que se asignará a los accionistas en concepto de dividendo.

Además de la distribución del beneficio distribuible, la Asamblea podrá decidir distribuir las cantidades destinadas a los fondos de reserva que tiene a disposición, en cuyo caso, deberá precisar expresamente qué reservas se han visto afectadas.

Los dividendos se descontarán prioritariamente del beneficio distribuible.

ARTÍCULO 20 – DISOLUCIÓN Y LIQUIDACIÓN

En el momento de la disolución de la Sociedad, la Asamblea General de Accionistas nombrará a uno o varios Liquidadores, según las condiciones de quórum y de mayoría previstas por las Asambleas Generales Ordinarias.

El Liquidador representará a la Sociedad. Dispondrá de plenos poderes para realizar el activo, incluso por vía extrajudicial. Estará facultado para pagar a los acreedores y distribuir el saldo disponible.

La Asamblea General de Accionistas podrá autorizarle a continuar con los negocios en curso o a aceptar nuevos si resulta necesario para la liquidación.

La distribución del activo neto subsistente tras haber reembolsado el nominal de las acciones se realizará entre los accionistas en las mismas proporciones que su participación en el capital.



----- página siguiente -----

ARTÍCULO 21 – LITIGIOS

Tanto a lo largo de la vida social como durante su liquidación, cualquier litigio entre la Sociedad y los accionistas o entre los mismos accionistas, relativo a asuntos sociales se someterá a la jurisdicción de los Tribunales competentes del lugar donde se encuentre el domicilio social.

A estos efectos, en caso de litigio, cualquier accionista deberá elegir domicilio dentro del ámbito de competencia del Tribunal del lugar donde se encuentre el domicilio social y todas las notificaciones y citaciones se entregarán regularmente al domicilio elegido, sin tener en cuenta el domicilio real. A falta de elección de domicilio, las notificaciones y citaciones se realizarán válidamente ante el Fiscal de la República del Tribunal de Gran Instancia del lugar donde se encuentre el domicilio social.

[Manuscrito: Copia compulsada
"Destino final: Ecuador"]

Hecho en Lisses, a 6 de septiembre de 2013

- Firma ilegible-

Alain LOVAMBAC - Presidente Director General]

[Sello: N° R1432

9 de septiembre de 2013

Visto exclusivamente para
la certificación de la firma del
Sr. LOVAMBAC]

[Sello: COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE

Sociedad Anónima con un capital de 1.632.816 €

Inscrita en el Registro Mercantil de EVRY con el número 380 330 571

Código de Actividad Principal de la Empresa: 4669 B

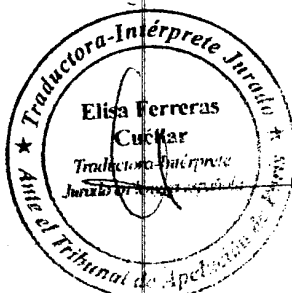
55, Rue du Bois Chaland - CE 2928 LISSES

91029 EVRY Cedex (FRANCIA)

Tlf. (0)1 69 11 93 33 - Fax (0)1 69 11 93 30]

[Sello: En nombre del Presidente
de la Cámara de Comercio e Industria
del departamento de Essonne (Francia)

- firma ilegible-
S. RABINEAU]



Autorités étrangères
destinataires : *FRANCE*

[Sello: Tribunal de Apelación - Paris]

APOSTILLA

(Convenio de La Haya del 5 de octubre de 1961)

1. République Française
- El presente documento público
2. ha sido firmado por *S. RABINEAU*
3. quien actúa en calidad de Agregado
4. y contiene el sello/timbre de Cámara de Comercio e Industria
del departamento de Essonne

Certificado

5. en París
 6. el 11 de septiembre de 2013
 7. por el Fiscal Jefe del Tribunal de Apelación de París
 8. con el número 60379
 9. Sello/timbre 10. Firma
- [Sello y firma: Michel LERNOUT- Fiscal]

"La Apostilla certifica únicamente la autenticidad de la firma, del sello o timbre. No significa que el contenido del documento sea correcto o que la República Francesa apruebe su contenido."

[Sello: Tribunal de Apelación - Paris]

Doña Elisa Ferreras Cuéllar, Traductora-Intérprete Jurado ante el Tribunal de Apelación de París, certifica que la que antecede es una traducción fiel y completa al español de su original en francés, NE VARIETUR nº ES-2013/160.

En París, a 12 de septiembre de 2013

MAIRIE DE PARIS
Mairie du X^{ème} Arrondissement

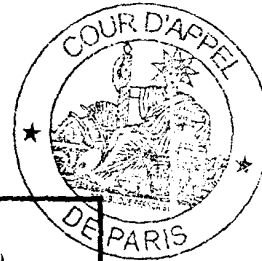
Vu pour la légalisation
de la signature de *Madame*
FERRERAS CUÉLLAR
Elisa

Paris le **13 SEP. 2013**
Pour le Maire de Paris et par délégation
Le fonctionnaire municipal
de la Mairie du 10^è arrondissement

J. RAMLALANISOLO



11



APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française

Le présent acte public

2. a été signé par... RAMLALANI SOLO

3. agissant en qualité de... Fonctionnaire municipal

4. est revêtu du sceau/timbre de... La mairie
de Paris 10ème

Attesté

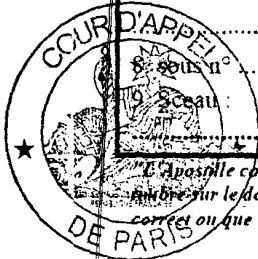
5. à Paris

6. le... 13 SEP. 2013

7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris

8. sous n° 62132 Michel LERNOUT

Avocat Général



"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou
timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est
correct ou que la République française approuve son contenu"



CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS



SOLICITUD DE CERTIFICACION

Yo, **ALAIN BERTRAND LOVAMBAC**, de nacionalidad **FRANCESA**, de estado civil casado, pasaporte ordinario N° 13AB93397, con domicilio en 25 RUE DE MADRID, PARIS, FRANCIA, que ostento el cargo de **PRESIDENTE** en la compañía **CIM —COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE—**, solicito la **Certificación de Existencia, Constitución Legal y Funcionamiento de la Compañía** cuyos datos son: Nombre o razón social: **CIM —COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE—**, nacionalidad: **FRANCESA**, fecha de constitución: **DICIEMBRE 27 DE 1990**, número de registro: **R.C.S. EVRY 380 330 571**, fecha de registro: **DICIEMBRE 27 DE 1990**, domicilio legal: **55 RUE DU BOIS CHALAND 91090 LISSES, FRANCIA**, actividad: **La Compañía tiene por objeto, tanto en Francia como en el extranjero todo tipo de prestaciones de servicios y de actividades ligadas directa o indirectamente a la construcción, la transformación, el mantenimiento, la venta, el alquiler y la financiación de materiales o productos, cuyo representante legal es ALAIN BERTRAND LOVAMBAC.** Con este propósito, presento los siguientes documentos de respaldo: **1) Extracto del Acta del Consejo de Administración, de septiembre 5 de 2013, sobre la creación de una sucursal local en el Ecuador, así como la designación del señor JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES, con cédula de ciudadanía N° 1707149678, como su representante legal; 2) La delegación mediante Poder General otorgado por el Presidente de la compañía CIM, 3) Los estatutos de la compañía, 4) El extracto del Registro Mercantil y 5) Los Estados Financieros Condensados.** Declaro, bajo juramento, que los datos proporcionados son verídicos. Para constancia, firmo al pie, en presencia de la señora Mirian Esparza Jácome, **CONSUL GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS (E)**, el 25 de septiembre de 2013.

ALAIN BERTRAND LOVAMBAC

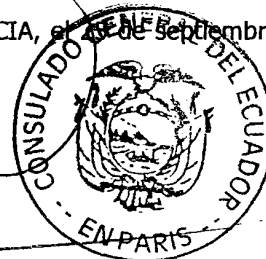
USO OFICIAL

CERTIFICADO DE EXISTENCIA, CONSTITUCION LEGAL Y FUNCIONAMIENTO DE COMPAÑIA Nro. 6/2013

Quien suscribe certifica, sobre la base de la información proporcionada por el solicitante y de los documentos de respaldo presentados, y, de conformidad con las disposiciones de la Ley de Compañías y la Resolución de la Superintendencia de Compañías, que la compañía **CIM —COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE—**, está autorizada, de conformidad con sus estatutos, para operar en el exterior; igualmente que la compañía en referencia se encuentra a la fecha operando en este país y que las actividades están conforme a su objetivo social.

Para constancia se firma el presente certificado en la ciudad de PARIS, FRANCIA, el 25 de Septiembre de 2013.

**MIRIAN ESPARZA JACOME
CONSUL GENERAL (E)**



Arancel Consular: III 14.1
Valor: \$700,00





CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS

LIBRO DE ESCRITURAS PÚBLICAS

PODER GENERAL N° 38 / 2013

Tomo 1 . Página 38

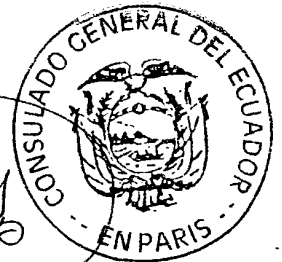


12

En la ciudad de PARIS, FRANCIA, el 25 de septiembre de 2013, ante mi, **MIRIAN ESPARZA JACOME, CONSUL GENERAL DEL ECUADOR (E)** en esta ciudad, comparece **ALAIN BERTRAND LOVAMBAC, de nacionalidad FRANCESA, de estado civil casado, pasaporte francés N° 13AB93397, con domicilio en 25 RUE DE MADRID, PARIS, FRANCIA**, legalmente capaz a quien de conocer doy fe, libre y voluntariamente, en uso de sus legítimos derechos, confiere **PODER GENERAL**, generalísimo, amplio y suficiente, cual en derecho se requiere a favor de **JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES, de nacionalidad ECUATORIANA, de estado civil casado y cédula de ciudadanía N° 1707149678**, para que en su nombre y representación intervenga ante cualquier autoridad judicial, administrativa, pública semi-pública o privada del Ecuador, celebre contratos, realice, entre otros, los siguientes actos, sin que la enumeración limite las atribuciones del apoderado: con el fin de que a nombre y representación de **CIM DEL ECUADOR S.A.** realice con las más amplias facultades todos los actos y negocios jurídicos que hayan de celebrarse y surtir efectos en territorio nacional, y especialmente para que pueda contestar las demandas y cumplir las obligaciones contraídas. Además, designe procuradores judiciales, abra cuentas bancarias y ejecute todos los actos jurídicos y administrativos concernientes a la apertura de la sucursal y la ejecución de sus negocios sociales. Igualmente, está autorizado para a) administre todos los bienes muebles e inmuebles presentes y futuros; b) adquiera en lo posterior, a cualquier título legal, toda clase de bienes muebles e inmuebles; c) compre, venda y enajene, permute o hipoteque, done bienes muebles o inmuebles o los dé en anticresis; acepte, ceda o venda derechos y acciones hereditarios; cancele y levante todo tipo de gravámenes como: patrimonio familiar, hipoteca, y otros; d) suscriba contratos de arrendamiento, cobre los cánones arrendaticios y extienda recibos de cancelación de los mismos; e) reciba o dé dinero a mutuo, anticresis o en depósito, a cualquier título, aceptándolo o constituyendo hipoteca, prenda u otras acciones; f) cobre judicial o extrajudicialmente o perciba todos los créditos que adeuden, reciba el dinero o valores que recaude, confiera recibos, otorgue cancelaciones y finiquitos; g) abra cuentas corrientes o de ahorros en bancos, mutualistas, asociaciones, cooperativas de ahorros y de crédito en el Ecuador y las administre; h) de existir cuentas anteriores, retire dinero, total o parcialmente, deposite, solicite préstamos, inclusive a personas particulares, quedando facultado para que en garantía de estos préstamos, constituya hipoteca sobre los bienes inmuebles de propiedad del mandante; i) realice toda clase de trámites ante el Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social, encaminados a cobrar pensiones, obtener préstamos hipotecarios o quirografarios o el reconocimiento de sus derechos; j) efectúe ante el Servicio de Rentas Internas todos los trámites que requiera el poderdante; k) gire cheques, libranzas, letras de cambio, pagarés y en general todos aquellos documentos que constituyen títulos ejecutivos, los cobre, endose, acepte o proteste; l) intervenga en cualquier negocio comercial, industrial, agrícola o minero y en todo lo permitido por las leyes ecuatorianas; m) suscriba escrituras públicas y celebre toda clase de contratos con arreglo a las leyes ecuatorianas; n) dé en venta y perpetua enajenación bienes muebles, como vehículos de propiedad del poderdante, además ponga prohibición de venta y recupere la tenencia de los bienes muebles e inmuebles; o) en caso de inmueble de propiedad horizontal, autorice la compra de la alícuota de derechos y acciones en el terreno y más bienes comunes del condominio, autorice también la hipoteca de la cuota de los bienes comunes o del local adquirido, para que se adhiera al reglamento interno de copropiedad o para que pacte con los condóminos el reglamento de copropiedad o la sociedad colectiva civil o se someta al reglamento de propiedad horizontal dictado por el ejecutivo; p) realice los trámites relacionados con la construcción, modificación, ampliación del edificio en la propiedad del poderdante, solicite, obtenga los permisos respectivos para ese efecto; q) para que firme toda clase de escrituras públicas. Para la ejecución de este Poder el mandatario está facultado a contratar los servicios profesionales de un Abogado en libre ejercicio de la profesión para que represente al poderdante en todo trámite, ante autoridades judiciales del

Ecuador, quedando el Abogado nombrado en calidad de Procurador Judicial, de conformidad con lo dispuesto en las leyes correspondientes. El poderdante confiere todas las atribuciones de procuración judicial constantes en la sección segunda del Código de Procedimiento Civil Codificado ecuatoriano, inclusive las de delegar total o parcialmente este poder a cualquier otra persona o a un Abogado con fines de procuración judicial, especialmente las tipificadas en el artículo 44 del citado cuerpo legal, a fin de que no sea la falta de autorización la que obste el fiel cumplimiento de este mandato. Quien haga las veces de apoderado se obliga, en su ejecución, a cumplir con las disposiciones tipificadas en los artículos 45, 46 y 47 del Código de Procedimiento Civil Codificado. **El presente mandato se mantendrá vigente mientras el poderdante no lo revoque ni necesitará de un nuevo poder.-** Hasta aquí la voluntad expresa del mandante. Para el otorgamiento de este Poder General se cumplieron con todos los requisitos legales y leído que fue por mi íntegramente al otorgante, se ratificó en su contenido, aprobó todas las partes y firmó conmigo al pie de la presente, en la ciudad y fecha antes indicadas, de lo cual doy fe.-

ALAIN BERTRAND LOVAMBAC



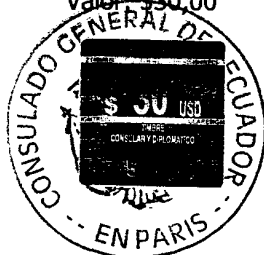
MIRIAN ESPARZA JACOME
CONSUL GENERAL (E)

CERTIFICO: Que la presente es **PRIMERA COPIA**, fiel y textual del original que se encuentra inscrito en el Libro de Escrituras Públicas (Poderes Generales) del CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS.-
Dado y sellado, el 25 de septiembre de 2013

MIRIAN ESPARZA JACOME
CONSUL GENERAL (E)



Arancel Consular: II 6.1
Valor: \$30.00





BANCO PICHINCHA C.A.



CERTIFICADO DE DEPOSITO DE INTEGRACION DE CAPITAL

Quito, 06 de Noviembre de 2013

Mediante comprobante No. **2105001000**, el (la) Sr.(a)(ita) **EGAS AVILES JOAQUIN EDUARDO**

con Ci # **1707149678** consignó en este Banco la cantidad de **SI.** **12,500.00**

por concepto de depósito de apertura de CUENTA DE INTEGRACION DE CAPITAL de la compañía

CIM -COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE-

que actualmente se encuentra cumpliendo

los trámites legales para su constitución, cantidad que permanecerá inmovilizada hasta que el organismo regulador correspondiente emita el respectivo certificado que autoriza el retiro de los fondos depositados en dicha cuenta.

A continuación se detalla el nombre así como el monto de aportación de cada uno de los socios de la compañía:

	NOMBRE DEL SOCIO		VALOR
1		US.\$.	
2		US.\$.	
3		US.\$.	
4		US.\$.	
5		US.\$.	
6		US.\$.	
7		US.\$.	
8		US.\$.	
9		US.\$.	
10		US.\$.	
11		US.\$.	
12		US.\$.	
	TOTAL		12,500.00

La tasa de interés que se reconocerá por el monto depositado es del 0.00% anual, la misma que será reconocida únicamente si el tiempo de permanencia de los fondos en la cuenta es superior a 30 días contados a partir de la fecha de apertura de la misma.

Declaro que los valores que deposito son lícitos y no serán destinados a actividades ilegales o ilícitas. No admitiré que terceros efectúen depósitos en mis cuentas provenientes de actividades ilícitas. Renuncio a ejecutar cualquier acción o pretensión tanto en el ámbito civil como penal para el caso de reporte de mis transacciones a autoridades competentes.

Este documento se emite a petición del interesado y tiene carácter exclusivamente informativo por lo que no podrá entenderse que el Banco Pichincha C. A. se obliga en forma alguna con el cliente o con terceros por la información que emite. Tampoco podrá ser utilizado para autorizar débitos, créditos o transacciones bancarias dentro del Banco. Esta información es estrictamente CONFIDENCIAL y no implica para el Banco ninguna responsabilidad.

No será válido este documento si hay indicio de alteración.

Atentamente,



BANCO PICHINCHA C.A.

Luis Ruiz Pontón
Ejecutivo de Negocios
Atención al Cliente

FIRMA AUTORIZADA

QUICENTRO



REPUBLICA DEL ECUADOR
SUPERINTENDENCIA DE COMPAÑÍAS
ABSOLUCION DE DENOMINACIONES
OFICINA: QUITO

NÚMERO DE TRÁMITE: 7565179
TIPO DE TRÁMITE: DOMICILIACION
SEÑOR: HARO MANCHENO EDUARDO HERNAN
FECHA DE RESERVACIÓN: 23/10/2013 9:19:58 AM

PRESENTE:

A FIN DE ATENDER SU PETICION PREVIA REVISION DE NUESTROS ARCHIVOS LE INFORMO QUE SU CONSULTA PARA RESERVA DE NOMBRE DE COMPAÑIA HA TENIDO EL SIGUIENTE RESULTADO:

**1.- CIM -COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE-
APROBADO
DC**

ESTA RESERVA DE DENOMINACION SE ELIMINARA EL: 22/11/2013

LA RESERVA DE NOMBRES DE UNA COMPAÑIA, NO OTORGA LA TITULARIDAD SOBRE UN DERECHO DE PROPIEDAD INDUSTRIAL, SEA MARCA, NOMBRE COMERCIAL, LEMA COMERCIAL, APARIENCIA DISTINTIVA, ENTRE OTROS.

LOS MISMOS REQUIEREN PARA SU TITULARIDAD LA EJECUCIÓN DEL PROCEDIMIENTO RESPECTIVO ANTE EL INSTITUTO ECUATORIANO DE PROPIEDAD INTELECTUAL (IEPI)

LA RESERVA DE LA RAZÓN SOCIAL DE UNA COMPAÑIA LIMITADA Y DE LA RAZÓN SOCIAL IMPERFECTA DE UNA COMPAÑIA ANÓNIMA, DEBERÁ CONTENER, EXCLUSIVAMENTE LOS NOMBRES Y APELLIDOS DE LOS SOCIOS O ACCIONISTAS, QUE INTEGREN LA COMPAÑIA, EN FORMACIÓN Y QUE HAYAN AUTORIZADO EXPRESAMENTE LA INCLUSIÓN DE SU NOMBRE. EN CASO CONTRARIO DICHA RESERVA NO SURTIRÁ EFECTO JURÍDICO.

A PARTIR DEL 20/01/2010 DE ACUERDO A RESOLUCION NO. SC.SG.G.10.001 DE FECHA 20/01/2010 LA RESERVA DE DENOMINACION TENDRA UNA DURACION DE 30 DIAS, A EXCEPCION DE LAS RESERVAS PARA NOMBRES DE COMPAÑIAS DE SEGURIDAD PRIVADA O TRANSPORTE QUE TENDRAN UNA DURACION DE 365 DIAS

PARTICULAR QUE COMUNICO A USTED PARA LOS FINES CONSIGUIENTES.

**DRA. MA. ISABEL MONTESINOS A.
DELEGADA DEL SECRETARIO GENERAL**

REPÚBLICA DEL ECUADOR
DIRECCIÓN GENERAL DE REGISTRO CIVIL
IDENTIFICACIÓN Y CEDULACIÓN

CÉDULA DE CIUDADANÍA
N. 170714967-3

APellidos y Nombres: EGAS AVILES JOAQUIN EDUARDO
LUGAR DE NACIMIENTO: LOS RIOS
MOCACHE
FECHA DE NACIMIENTO: 1961-07-29
NACIONALIDAD: ECUATORIANA
SEXO: M
ESTADO CIVIL: Casado
DIGNA: GALLO MACIAS





INSTRUCCIÓN: BACHILLERATO
PROFESIÓN / OCUPACIÓN: EMPLEADO

APellidos y Nombres del Padre: EGAS CLEMENTE
APellidos y Nombres de la Madre: AVILES INES
LUGAR y FECHA DE EXPEDICIÓN: QUEVEDO 2011-12-09
FECHA DE EXPIRACIÓN: 2021-12-09

14

NOTARIA SEGUNDA
Dra. Paola Delgado Loor
Quito - Ecuador

DIRECTOR GENERAL: [Signature]
FIRMA DEL CEDULADO: [Signature]

REPÚBLICA DEL ECUADOR
CONSEJO NACIONAL ELECTORAL
CERTIFICADO DE VOTACIÓN
ELECCIONES GENERALES 17-FEB-2013

013
013 - 0199
NÚMERO DE CERTIFICADO
EGAS AVILES JOAQUIN EDUARDO

1707149678
CÉDULA

PICHINCHA
PROVINCIA
QUITO
CANTÓN

CIRCUNSCRIPCIÓN: 3
CUMBAYA
PARAGUQUA
ZONA

1. PRESIDENTE DE LA JUNTA



CIUDADANA (O):

Este documento acredita que usted
sufrió en las Elecciones Generales
17 de Febrero de 2013

ESTE CERTIFICADO SIRVE PARA TODOS
LOS TRÁMITES PÚBLICOS Y PRIVADOS

NOTARÍA SEGUNDA DEL CANTÓN QUITO

De conformidad con lo dispuesto en el Art. 18 de la Ley Notarial, doy fe y CERTIFICO que el presente documento es fiel COPIA DEL ORIGINAL, y que obra de..... 1..... foja(s) útiles), que me fue presentado para este efecto y que acto seguido devolví al interesado.
Quito, a 22/ noviembre/ 2013.....

[Signature]
Dra. Paola Delgado Loor
NOTARIA SEGUNDA DEL CANTÓN QUITO

Escritura No.

ESCRITURA PUBLICA DE

ACLARATORIA DE PODER

OTORGADA POR:

CIM- COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE

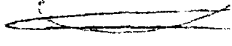
A FAVOR DE:

JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES

CUANTIA: INDETERMIANDA

**** DA ****

En la ciudad de Santa Ana de los Ríos de Cuenca, provincia del Azuay, República del Ecuador, el día de hoy **A LOS TRECE DIAS DEL MES DE NOVIEMBRE DEL AÑO DOS MIL TRECE**, ante mí, **DOCTOR RENÉ DURÁN ANDRADE, NOTARIO SEXTO DEL CANTÓN CUENCA**, comparecen a la celebración de la presente escritura, por una parte el señor **ALAIN BERTRAND LOVAMBAC** en su calidad de Presidente de la compañía **CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE**, conforme consta de la solicitud de certificación emitida por el Consulado General del Ecuador en París que se agrega como habilitante; manifiesta ser de nacionalidad francesa, conocedor del idioma español, mayor de edad, de estado civil casado, empresario, domiciliado en la ciudad de París, Francia de tránsito por esta ciudad, legalmente capaz para obligarse y contratar a quien de conocer personalmente doy fe.- en virtud de haberme presentado sus documentos de identificación. Bien instruido





en el objeto, contenido y resultados legales del presente acto a cuya celebración acude libremente, expresa su voluntad de elevar a escritura pública la minuta que me presenta y que copia en su texto es del tenor literal siguiente: **SEÑOR NOTARIO PUBLICO:** En el registro de

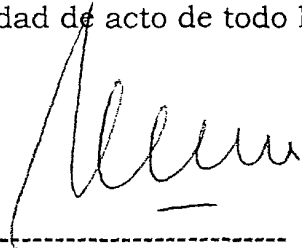
escrituras públicas a su cargo, sírvase incorporar una Aclaratoria de Poder General al tenor de lo siguiente: **PRIMERA COMPARECIENTE.-**

Comparece el señor ALAIN BERTRAND LOVAMBAC en su calidad de Presidente de la compañía CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE-, conforme consta de la solicitud de certificación emitida por el Consulado General del Ecuador en París, que se agrega como habilitante. El compareciente es de nacionalidad francesa, de estado civil casado, mayor de edad, legalmente capaz para contratar y obligarse, domiciliado en Francia y de paso por esta ciudad de Cuenca, inteligente en el idioma español.- **SEGUNDA ANTECEDENTES.-** La compañía CIM -

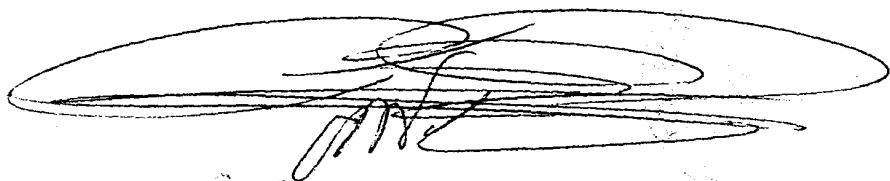
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE- domiciliada en Francia ha decidido abrir una sucursal en el Ecuador, para efectos de los trámites de domiciliación de la compañía, ha otorgado un poder general a favor del señor JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES, documento otorgado ante la señora Cónsul General Encargada del Consulado del Ecuador en París signado con el número 38-2013, Tomo 1, página 38, que se agrega en copia certificada. **ACLARATORIA DE**

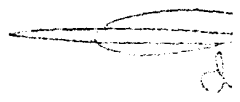
PODER.- Con estos antecedentes, el compareciente señor ALAIN BERTRAND LOVAMBAC en su calidad de Presidente de la compañía CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE-, aclara que

por un error en el poder general mencionado en la cláusula anterior, se hizo constar que el señor JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES será apoderado general de la compañía CIM DEL ECUADOR S.A., cuando la denominación correcta de la compañía es "**CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE**".- Cabe indicar que se ratifica en el resto del contenido del mencionado poder general. Usado señor Notario se servirá agregar las cláusulas de estilo para la perfecta validez de este instrumento. **ATENTAMENTE, DOCTOR EDUARDO HARO MANCHENO, CON MATRICULA NUMERO 17-1997-1 DEL CONSEJO NACIONAL DE JUDICATURA.**- Hasta aquí la minuta que se agrega, el compareciente hace suya la estipulación constante en la minuta inserta, la aprueba en todas sus partes y ratificándose en su contenido la deja elevada a escritura pública para que surta los fines legales consiguientes.- Leída que les fue, la presente escritura íntegramente al otorgante por mí **el Notario** se ratifican en su contenido y firma conmigo en unidad de acto de todo lo cual doy fe.-



ALAIN BERTRAND LOVAMBAC
C.C. *13AB93397*


Dr. Edmundo Haro Mancheno
NOTARIO PUBLICO SEXTO
CUENCA ECUADOR



RAZON DE PROTOCOLIZACION: A petición del Doctor Eduardo Haro Mancheno, con Matricula No. 17-1997-1-CNJ, protocolizo en mi registro de escrituras públicas del año en curso, en VEINTE Y SIETE fojas útiles, y en esta fecha los **DOCUMENTOS DE DOMICILIACION DE COMPAÑIA**, otorgado por: **COMPAÑIA CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE.-**
Quito, a veinte y dos de Noviembre del año dos mil trece.-


DOCTORA PAOLA DELGADO LOOR
NOTARIA SEGUNDA (E) DEL CANTON QUITO

SE PROTOCOLIZÓ ANTE MI, EN FE DE ELLO CONFIERO ESTA **TERCERA** COPIA CERTIFICADA DE LA ESCRITURA PÚBLICA DE **PROTOCOLIZACION DE DOCUMENTOS DE DOMICILIACION DE COMPAÑIA**, QUE OTORGA: **COMPAÑIA CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE**, DEBIDAMENTE FIRMADA Y SELLADA EN QUITO, A VEINTE Y DOS DE NOVIEMBRE DEL AÑO DOS MIL TRECE.



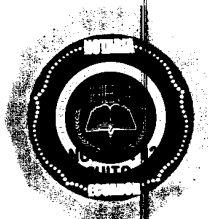

DOCTORA PAOLA DELGADO LOOR
NOTARIA SEGUNDA (E) DEL CANTON QUITO



Dra. Paola Delgado Llor
NOTARIA SEGUNDA DEL CANTON QUITO



RAZON: Dando cumplimiento a lo dispuesto en el Artículo Segundo de la Resolución Nº SC.DIC.C.14. 0046, de fecha 24 de Enero del 2014, emitida por el Intendente de Compañías de Cuenca, en la que **RESUELVE CALIFICAR** de suficientes los documentos otorgados en nación extranjera de la compañía **CIM COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE**, al igual que el Poder General, que la referida compañía ha otorgado a favor de **JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES**, protocolizados en Notaría Segunda el veinte y dos de noviembre del dos mil trece y el diez de enero del dos mil catorce respectivamente.- Tomé nota de este particular al margen de las respectivas matrices de protocolización .- Quito, a cinco de febrero del dos mil catorce.- S.S.



DOCTOR JAIME ANDRES ACOSTA HOLGUIN

NOTARIO VIGESIMO OCTAVO, ENCARGADO DE LA NOTARIA

SEGUNDA DEL CANTON QUITO



REGISTRO MERCANTIL DEL CANTÓN: CUENCA

RAZÓN DE INSCRIPCIÓN

EN LA CIUDAD DE CUENCA, QUEDA INSCRITA LA RESOLUCION APROBATORIA, ASI COMO LA ESCRITURA Y/O PROTOCOLIZACION QUE SE PRESENTÓ EN ESTE REGISTRO, CUYO DETALLE SE MUESTRA A CONTINUACIÓN:

1. RAZÓN DE INSCRIPCIÓN DEL: DOMICILIACIÓN DE COMPAÑÍA CON PODER (CONSTITUIDA EN PAÍS EXTRANJERO QUE NEGOCIE EN ECUADOR)

NÚMERO DE REPERTORIO:	1496
FECHA DE INSCRIPCIÓN:	21/02/2014
NÚMERO DE INSCRIPCIÓN:	138
REGISTRO:	LIBRO DE REGISTRO MERCANTIL

2. DATOS DE LOS INTERVINIENTES:

NO APLICA

3. DATOS DEL ACTO O CONTRATO:

NATURALEZA DEL ACTO O CONTRATO:	DOMICILIACIÓN DE COMPAÑÍA CON PODER (CONSTITUIDA EN PAÍS EXTRANJERO QUE NEGOCIE EN ECUADOR)
FECHA ESCRITURA:	22/11/2013
NOTARÍA:	NOTARIA SEGUNDA
CANTÓN:	QUITO
Nº RESOLUCIÓN:	RESOLUCIÓN: SC.DIC.C.14.0046
FECHA RESOLUCIÓN:	24/01/2014
AUTORIDAD QUE APLAQUEA:	INTENDENTE DE COMPAÑÍAS DE CUENCA
NOMBRE AUTORIDAD QUE EMITE LA RESOLUCIÓN:	SANTIAGO JARAMILLO MALO
PLAZO:	0
NOMBRE DE LA COMPAÑÍA:	CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE
DOMICILIO DE LA COMPAÑÍA:	CUENCA

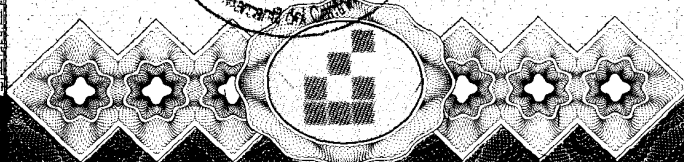
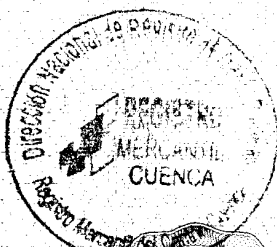
4. DATOS CAPITAL/ CUANTÍA:

NO APLICA

5. DATOS ADICIONALES:

CALIFICA DE SUFICIENTES LOS DOCUMENTOS OTORGADOS EN NACION EXTRANJERA DE LA COMPAÑÍA CIM-COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MAINTENANCE, AL IGUAL QUE EL PODER OTORGADO A FAVOR DE JOAQUIN EDUARDO EGAS AVILES Y QUE CONSTAN

Página 1 de 2



Nº 089948

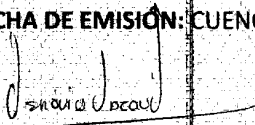
IMP. KGM. 00

Registro Mercantil de Cuenca

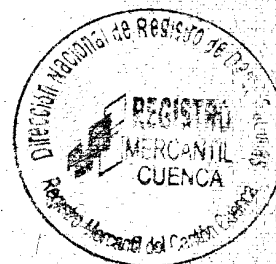
PROTOCOLIZADOS EN LA NOTARIA SEGUNDA DEL CANTON QUITO, EL 22/11/2013 Y EL 10/01/2014.

CUALQUIER ENMENDADURA, ALTERACIÓN O MODIFICACIÓN AL TEXTO DE LA PRESENTE RAZÓN, LA INVALIDA. LOS CAMPOS QUE SE ENCUENTRAN EN BLANCO NO SON NECESARIOS PARA LA VALIDEZ DEL PROCESO DE INSCRIPCIÓN, SEGÚN LA NORMATIVA VIGENTE.

FECHA DE EMISIÓN: CUENCA, A 21 DÍA(S) DEL MES DE FEBRERO DE 2014


MARIA VERÓNICA VAZQUEZ LOPEZ
REGISTRADOR MERCANTIL DEL CANTÓN CUENCA

DIRECCIÓN DEL REGISTRO: FRESNOS 1-100 Y AV. PAUCARBAMBA Y GIRASOL



Página 2 de 2

Nº 089949

IMP. PCM. 00